

AKTUELL

SERVICE PUBLIC

Äddi Geheimsender !

Luc Caregari

Est-il possible de faire de la radio socioculturelle la radio publique de référence au Luxembourg ? C'est la question à laquelle le monde politique tente de trouver une réponse - et ce n'est pas gagné.

L'histoire récente de l'« Établissement de radiodiffusion socioculturelle Luxembourg (ERSL) » s'apparente plutôt à une tragédie classique avec son lot de couteaux plantés dans le dos, de personnages aux liens à demi maquillés avec le pouvoir, de trahisons et de révélations. Depuis que la nouvelle présidente du conseil d'administration, Véronique Faber, a pris les rênes de la radio 100,7, les vagues se sont tout de même un peu calmées. Ou disons que tout le monde au Kirchberg, comme dans la politique, est plutôt disposé à laisser le passé derrière et à aller de l'avant.



C'est pourquoi le conseil d'administration, la direction et les chefs de service - dans un rare moment d'unité - ont récemment élaboré une prise de position commune sur comment ils et elles envisagent le futur de la radio. Un papier défendu aussi cette semaine devant une commission parlementaire, en amont du « grand débat » annoncé par le gouvernement. La première recommandation, et pas des moindres, c'est d'enfin garantir le statut de la radio par une loi qui devrait « positionner la radio 100,7 comme média de service public (...) et garantir, à long terme, l'autonomie institutionnelle et l'indépendance rédactionnelle ». En effet, depuis sa création en 1991 par la loi sur « l'établissement public 'services de radio à finalité socioculturelle' », beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, pour ne pas dire que le cadre légal de la radio est obsolète. C'est d'ailleurs aussi un des constats de l'European Broadcasting Union (EBU), qui avait publié en

2018 un rapport sur la 100,7 mal digéré par la politique à l'époque.

Impartialité n'est pas neutralité

À part graver l'existence de la radio dans le marbre, cette loi devrait aussi clairement définir son mandat de service public et garantir son impartialité et son indépendance rédactionnelle. Un concept que certains élus ont définitivement du mal à comprendre. Comme le député ADR Roy Reding, qui a voulu savoir si la 100,7 disposait d'un code de déontologie - la réponse du ministère a été sèche et limpide : comme toutes celles et tous ceux disposant d'une carte de presse, les journalistes qui y travaillent sont soumis-e-s au code de déontologie émis par le Conseil de presse. C'est que beaucoup confondent impartialité et neutralité du service public. L'impartialité implique de s'en tenir aux faits et de refléter tous les points de vue (que la prise de position définit explicitement comme étant ceux de « l'ensemble de la population »), alors que celles et ceux qui parlent de neutralité pensent souvent à une mise au pas des médias publics, comme cela a lieu en Pologne ou en Hongrie.

Et justement pour éviter que la 100,7 devienne un jour une radio ADR ou CSV, l'indépendance est aussi un des points forts du document. Ainsi, pour éviter des placements politiques au conseil d'administration - on se rappelle l'ancien président de cet organe, Laurent Loschetter, grand pote du premier ministre -, est préconisé un nouveau mode de nomination des membres dudit conseil. Ainsi, il propose que ce soit au CA lui-même de chercher ses membres « sur base de profils et de compétences spécifiques (...) avec pour but de représenter au mieux la population ». Si les membres devaient encore être nommés par le gouvernement, la procédure en deviendrait en tout cas plus transparente et le droit d'initiative serait entre les mains de la radio et non celles de la politique. Finalement, une « assemblée consultative publique » pour récupérer le feedback extérieur et une médiateur-e permanente entre public et radio devraient assurer de meilleurs contacts et une meilleure réactivité.

La balle est donc maintenant entre les mains du parlement, qui devra affirmer sa foi en un service public fort ou s'incliner devant la domination de RTL.

SHORT NEWS

Luftqualität in der Großregion gesunken

(ja) - Das sozioökonomische Forschungsinstitut Liser hat die Luftqualität in der Großregion mittels Satellitendaten untersucht und dabei festgestellt, dass die Konzentration von Stickstoffdioxid (NO₂) gestiegen ist. Die Forscher*innen betonen, dass Bodenmessstationen, wie sie nach europäischem Recht vorgeschrieben sind, nicht ausreichen, um die grenzüberschreitende Verschmutzung zu erfassen. Ausgewertet wurden Daten des europäischen Sentinel-5P-Satelliten über der Großregion und darüber hinaus. Größere Städte wie Brüssel, Lüttich, Namur und Saarbrücken weisen hohe NO₂-Konzentrationen auf, allerdings ist auch der Straßenverkehr zwischen Luxemburg und Metz aus dem Weltraum heraus als Verschmutzung zu erkennen. Daran, dass am Wochenende weniger Verschmutzung und zu Beginn und Ende der Schulferien Peaks zu beobachten sind, lässt sich herauslesen, dass die Verschmutzung aus dem Straßenverkehr stammt. Der Leiter des Projekts, Hichem Omrani, begrüßt in diesem Sinne den kostenlosen öffentlichen Nahverkehr und fordert einen Ausbau der Öffis.

L'Italie condamnée à une astreinte malgré la pandémie

(ri) - L'Italie vient d'être condamnée par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à payer à l'UE 7,5 millions d'euros d'amende, ainsi qu'à une astreinte de 80.000 euros par jour de retard, pour ne pas avoir récupéré des aides illégalement octroyées au secteur hôtelier en Sardaigne avant 2008. Cette astreinte est due dès ce jeudi jusqu'à la récupération complète des aides illégales, à hauteur de 13,7 millions d'euros. Considérant que l'Italie ne s'était pas conformée à un premier arrêt de la CJUE, la Commission a demandé en 2018 sa condamnation définitive. Tout en appréciant les efforts pour recouvrer les aides en cause (jusqu'en 2019, 89 % du total), la CJUE estime les sanctions mentionnées appropriées. Elle prend « en considération la gravité de l'infraction, qui a entraîné une distorsion de la concurrence, ainsi que sa durée considérable », mais aussi la capacité de paiement de l'Italie, en tenant compte du fait que « son PIB a diminué en 2008, 2009, 2012 et 2013, mais que, depuis 2015, celui-ci est en augmentation ». La décision du gouvernement italien de ce mercredi de réserver quelque 25 milliards d'euros pour lutter contre les conséquences de la crise liée à la Covid-19 ne semble pas avoir engendré la clémence de la Cour... en grande partie en télétravail depuis mercredi, guidée « par l'exigence impérative de protéger la santé de son personnel tout en contribuant à la lutte des autorités publiques contre la propagation du virus ».

online

Rumheulen, Battalion und LuxFilmFest

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions régulièrement des articles sur woxx.lu. Par exemple :

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf woxx.lu. Hier einige Highlights dieser Woche:

Der Frauenkampftag wäre nicht dasselbe ohne ... Männer, die sich ungerecht behandelt fühlen, weil sie einmal nicht im Mittelpunkt der Diskussion stehen. woxx.eu/tears

Élections US : un Tuesday pas si super... Au Luxembourg, le Super Tuesday a coïncidé avec le début de la primaire des Democrats Abroad. Les expatrié-e-s semblent avoir une préférence pour Bernie Sanders, à contre-courant de la tendance dans leur pays d'origine. woxx.eu/tuesday

Reserve Polizei Battalion 101 : De nouvelles preuves Jeudi dernier a eu lieu une table ronde au Musée national de la Résistance (MNR) à Esch-sur-Alzette, où les nouvelles découvertes concernant les Luxembourgeois impliqués activement dans l'Holocauste ont été discutées - avec de nouvelles preuves à l'appui. woxx.eu/battalion

LuxFilmFest: Moving on Mit wachsamem Auge für die Nuancen zwischenmenschlicher Beziehungen zeigt uns Yoon Dan-Bi in ihrem Erstlingswerk, wie drei Generationen versuchen unter einem Dach miteinander zurechtzukommen. woxx.eu/movingon